

Chambre d'Agriculture, une session sur fonds de crises



Chambre d'Agriculture, une session sur fonds de crises

C'est au château de Mons à Caussens que s'est tenue vendredi 17 novembre la dernière session de l'année des membres de la Chambre d'agriculture. Laquelle débute par l'approbation du budget initial 2024 où le directeur de la Chambre d'agriculture, Emmanuel Lecomte, précisa que « dans le contexte inflationniste actuel nous sommes amenés à une politique de rigueur ».

Table ronde sur le bio

Une bonne partie de cette session se déroulera autour d'une table ronde dont le thème portera sur la consommation et les filières en agriculture biologique. Sont intervenus sur ce sujet, Nancy Faure, directrice d'Interbio Occitanie, Olivier Ladevèze, président d'Agribio Union, Xavier Duffau, agriculteur bio et président des JA 32 et Olivier Dauvers, journaliste, spécialiste de la grande distribution. Ce dernier réalisa un véritable show « pour comprendre ce qui arrive au Bio où le seul coupable [selon lui] est le consommateur qui est en haut de la chaîne. Le Bio, conclue-t-il, c'est la grande illusion ».

S'en suivirent ensuite des questions ouvertes où fut remarquée l'intervention d'Alain de Scorailles, élu de la Chambre d'agriculture, en charge du délicat dossier de la politique de l'eau qu'il mena avec célérité, ce dernier annonça sa démission de la Chambre d'agriculture et du comité du bassin Adour-Garonne.

Bilan catastrophique

Quant au président de la Chambre d'agriculture, ce dernier relata le bilan des différentes difficultés subies par les agriculteurs qu'ils ont subies et qui mettent à mal pour beaucoup d'entre eux leur survie. Il rappela pour les viticulteurs les 2 années de gel, une année de sécheresse, et les maladies cryptogamiques dont le mildiou, non pris en charge par les assurances. A cela vient s'ajouter pour les bovins la maladie hémorragique épizootique (MHE) qui touche 340 foyers, et le retour de la taxation progressive du gazole non routier (GNR).

La conclusion revenait au préfet du Gers, Laurent Carrié, qui affirma que « l'agriculture c'est ma priorité » et de révéler « qu'on aperçoit le bout du tunnel pour la filière des palmipèdes avec la vaccination influenza aviaire », mais aussi « que l'abattoir d'Auch est sauvé, le financement est bouclé, on peut lancer les travaux ».

En fin de séance deux motions seront déposées par la FDSEA 32 et les JA 32

Il s'agissait tout d'abord de la PAC et de demander « que les dossiers non payés à ce jour soient payés séance tenante, que les paiements définitifs soient à la hauteur des montants prévisionnels annoncés dans le cadre du PSN (Plan stratégique National), et qu'à l'avenir les paiements d'avance pour les dossiers mis en contrôle ne soient pas retardés et qu'ils bénéficient des 50% d'avance en même temps que les autres dossiers ».

La seconde motion portera sur les différentes crises que connaît actuellement l'agriculture gersoise et ses conséquences. Les JA du Gers et la FDSEA demandent « que l'Etat soit au rendez-vous et à la hauteur des conséquences de ces crises pour la viticulture, la maladie hémorragique épizootique, l'agriculture biologique et l'influenza aviaire ».



Table ronde autour du bio



Les membres de la Chambre d'Agriculture